

Montagnes: l'histoire oubliée d'une biodiversité à visage humain

«Entre passé et présent, distance certes. Mais comment penser l'un sans l'autre?»

Jean-Pierre Vernant, 1989 « De la psychologie historique à l'anthropologie de la Grèce ancienne »
Métis, Revue d'anthropologie du monde grec ancien 4: 305-314

En montagne comme partout, l'homme est à la fois élément et acteur de biodiversité. Mais loin d'en être ce parasite que certains extrémistes jugeraient presque en trop (c'est le sujet du récent roman de J.Ch. Ruffin «*Dans le jardin d'Adam*»), il y est un créateur, très souvent ignoré.

C'est lui, pourtant, que la FAO place au centre de sa réflexion dans son programme «*Aménagement durable des montagnes*». La note d'information publiée dans le cadre de sa «*Journée internationale de la montagne*» du 11/12/2006, indiquait:

*«Les montagnes sont des réservoirs de diversité biologique mondiale. Elles soutiennent un quart de la diversité biologique terrestre et abritent environ la moitié des points chauds de la biodiversité mondiale. Cette biodiversité procure des moyens d'existence **aux populations des montagnes** et fournit des services de base issus des écosystèmes tels que l'eau douce, le bois, les plantes médicinales et un espace de loisir **pour les habitants des plaines environnantes** de plus en plus urbanisées.»*

Superposition d'intérêts où, en haut, en bas, chacun trouve son compte. La montagne produit des formes spécifiques d'agriculture et d'élevage, ce faisant, elle génère ce que la terminologie officielle appelle *externalités positives* : paysages; entretien des espaces par le pâturage: il évite l'embroussaillage, les risques d'incendie, mais assure aussi la richesse d'une flore qui nous semble **naturelle** uniquement parce qu'elle est **devenue** la nature que nous aimons; milieu ouvert enfin pour les randonnées familiales ou sportives, etc...

Cette participation récemment reconnue de la montagne à l'intérêt général n'annule en rien sa fonction productrice primaire, le document le soulignait ainsi:

«En tant que réserves de diversité génétique, les montagnes aident à nourrir le monde. Plusieurs cultures telles que le maïs, les pommes de terre, l'orge, le sorgho, les tomates et les pommes, ainsi que de nombreux animaux domestiques comme les moutons, les chèvres, les yaks, les lamas et alpagas, sont originaires des montagnes. D'autres cultures, par exemple, le blé, le riz, les haricots, l'avoine, le raisin, les oranges, et le seigle ont trouvé de nouveaux espaces d'implantation dans les montagnes et ont donné naissance à un grand nombre de nouvelles variétés. /.../

Cependant, la biodiversité ne se limite pas aux plantes, aux animaux, et aux micro-organismes, et leurs écosystèmes, elle concerne également les populations des montagnes et leurs besoins /.../, leurs traditions culturelles et sociales, leurs connaissances de l'environnement et leur adaptation aux habitats. Les montagnards ont développé des systèmes très différents d'utilisation de la terre qui sont adaptés localement et qui regroupent une grande variété de plantes et d'animaux sur des sites spécifiques. Cet héritage représente un capital mondial qu'il faut gérer pour le bénéfice de l'humanité et des générations futures./.../

L'utilisation des terres a façonné la biodiversité des montagnes pendant des siècles et des millénaires. Les systèmes traditionnels de pâturage sur les hauts plateaux et la gestion durable de la terre arable et des forêts dans les montagnes ont conduit à l'établissement d'une riche faune et flore et à l'amélioration des services rendus par les écosystèmes /.../»

Cette inséparable unité entre les deux acteurs, la nature et l'homme, se retrouve aujourd'hui au carrefour des chemins où notre avenir doit choisir ses orientations. A tous les niveaux de décision (FAO, Europe, France), la réflexion actuelle sur les alternatives, les complémentarités au mode industriel d'élevage, ne cesse de souligner cette nécessité pour préserver l'avenir:

- promouvoir et relancer les races autochtones, que l'élevage industriel a marginalisées pour ne plus exploiter qu'un très petit nombre de races;
- avec ces races ou d'autres, retrouver des modes d'élevage moins gourmands en intrants de toute nature.

Identique problème avec les plantes cultivées, les céréales, les légumes, les fruitiers. En tous ces domaines, on est passé, en à peine un demi-siècle, de la variété des réponses en fonction de la variété des milieux, à une homogénéisation des produits et des conditions d'élevage ou culture.

L'appauvrissement dans la variété des races et des modes d'exploitation se redouble d'un autre: à l'intérieur des races devenues dominantes, la sélection privilégie certains reproducteurs seulement, restreignant davantage la variété génétique du bétail élevé, et les modes d'élevage qui doivent être adaptés à ce bétail quasiment de compétition. Ils deviennent alors de plus en plus indépendants des milieux spécifiques, de plus en plus homogènes et artificiels.

Les progrès accomplis ont été réels, et positifs contrairement à l'image caricatural qu'on en donne souvent, même si, aujourd'hui, les conséquences négatives de ce fonctionnement à sens unique sont visibles. Elles ne figuraient pas dans les intentions de ses promoteurs. D'autres cependant, aux même époques, en soulignaient déjà les risques potentiels, ou voulaient simplement continuer des façons d'élevage qui ne leur semblaient pas avoir démeritées. Ces *autres* sont le sujet de cet article. Impossible d'aborder cette longue histoire en détail, quelques brèves indications simplement.

Elles suffisent à montrer comment les systèmes d'élevage anciens reposaient sur une intelligence des milieux que notre époque semble redécouvrir ... en oubliant comment celle-ci fut évacuée, marginalisée, très souvent méprisée. Retrouver aujourd'hui cette intelligence **autochtone** dans sa dimension historique et pratique, l'enrichir de tout ce que d'autres formes de savoir ont depuis inventé, cette conjonction reviendrait simplement à remettre ses pas dans ceux d'une longue histoire où les excès du demi siècle précédent n'auraient été que parenthèse.

Rêvons!



A l'inverse des systèmes d'élevage devenus dominants, la variété des races et des lignées dans chacune d'entre elles, s'articulait jadis à des contextes différents qu'on ne cherchait pas alors à modifier radicalement, on ne le pouvait pas. Leurs limites naturelles cessaient d'en être dans la mesure où les produits, produits d'abord de la longue histoire de l'intelligence humaine, étaient sélectionnés pour leur adaptabilité à ces contraintes. Ces dernières devenaient alors des potentialités, complémentaires avec celles d'autres milieux ayant eux-mêmes leurs propres limites naturelles. Les réseaux d'échanges entre ces milieux formaient des systèmes agraires souples et variés.

Ce que souligne le texte de la FAO: «des systèmes très différents d'utilisation de la terre qui sont adaptés localement et qui regroupent une grande variété de plantes et d'animaux sur des sites spécifiques», le «Dictionnaire universel de la vie pratique à la ville et à la campagne...» de Guillaume Bélèze (Hachette, 1859-1861), le soulignait déjà. Il indiquait en effet, à propos de l'espèce bovine:

« Il existe dans cette espèce une très grande variété de races, soit indigènes, soit étrangères; mais on peut dire qu'il n'y en a point, dans la pratique, qui soit absolument bonne ou absolument mauvaise. Pour le cultivateur, la meilleure race doit être celle qui donne, soit comme travail, soit comme revenu, le produit net le plus élevé dans des circonstances déterminées. Le moyen le plus assuré d'avoir une race telle, c'est d'abord de choisir celle qui, par sa nature, est la mieux appropriée à la localité dans laquelle on cultive, et en second lieu de faire ce choix plutôt dans les races indigènes que dans les races étrangères, plus difficiles à acclimater et qui le plus souvent dégénèrent faute d'être placées dans les conditions qui les avaient fait prospérer d'abord. Le cultivateur a souvent même intérêt à ne pas changer la race qu'il trouve établie dans son canton: elle a, quelle qu'elle soit, l'avantage d'être accoutumée aux conditions économiques locales, d'y vivre et de s'y soutenir avec des ressources alimentaires dont une autre race peut-être meilleure pourrait ne pas se contenter. »

Ne pas forcer la *nature* au delà de ce qu'elle permet, mais *approprier* les pratiques au milieu, en jouant et se jouant de ses limites, c'est déjà ce qu'Olivier de Serres indiquait en 1600 dans son «*Théâtre d'Agriculture ou Ménage des champs*»: «*La montagne où il y a des arbres et des herbages, dont il se retire plusieurs commodités servans à divers usages de très grand profit, ne cède en revenu à la vallée et campagne, qui ne rapportent le blé qu'avec beaucoup de despence et labeur*» (Le Paradou, Actes Sud, réédition 1996-p.14). *Ménage*, on peut lire ce mot aujourd'hui au double sens conjoint d'*aménagement* et en même temps *ménager*, et cette conjonction est sans doute la meilleure définition de *développement durable*.

On est aux antipodes de la notion, récente au demeurant, de *handicap naturel*. Paradoxalement, au XIX^e, celle-ci aurait pu concerner la plaine plutôt que la montagne. Avant la révolution agricole qui lui permit de décoller à partir de la fin de ce siècle, c'est elle souvent qui était à la traîne d'une montagne où les hommes avaient su inventer des cheptels remarquables. En réponse au questionnaire sur l'état des bestiaux envoyé à chaque commune de France début 1809, c'est ce que souligne pour les Hautes-Pyrénées, le Maire de Vic, dans la plaine de l'Adour, en faisant référence aux vaches de la montagne de Campan, la même analyse se retrouve chez les Maires des communes voisines:

« Les vaches à produire /celles originaires de la commune/, quoique petites sont fortes, elles sont en même temps propres à la reproduction et au labourage; croisées avec l'espèce des Basses-Pyrénées, elles donnent des produits qui sont ici les plus estimés. Les essais faits avec les bêtes de la montagne ont été sans aucun heureux résultat; une vache de montagne conduite sur notre territoire avec son produit devient bientôt moins abondante en lait; on a toujours pensé que l'aridité de notre territoire tarissait cette ressource si précieuse aux habitants de la montagne. » (AD 65 - 6 M 279)

Par rapport aux vaches de la montagne de Campan, handicap donc dans cette plaine devenue aujourd'hui quasi monoculture du maïs, mais complémentarité avec celles, montagnardes aussi, des Basses-Pyrénées (Pyrénées Atlantiques aujourd'hui). Et le Maire de Vic les connaît d'autant mieux qu'une partie du cheptel transhume en hiver sur les coteaux qui dominant son canton. Son handicap est donc alors très relatif, puisqu'il trouve là un cheptel qui lui permet de le contourner, de le «*ménager*».

Pour l'Ariège, ce jeu entre adaptabilité des bêtes au terroir qui les produit et complémentarité avec d'autres terroirs se tisse de façon similaire. En 1843, il est même revendiqué par le canton de Quérigut, dans le Donnezan, qui proteste ainsi contre les restrictions que l'Administration forestière entend alors imposer au pâturage extensif de ses troupeaux, en liberté sur ses montagnes:

“La liberté des pâturages a été sans cesse réclamée comme une nécessité, comme une condition indispensable à l'existence de /nos troupeaux/, qui élevés dans ces cantons descendent dans les départements des Pyrénées Orientales, de l'Aude, de l'Ariège, du Tarn et de la Haute-Garonne, sont recherchés par leurs qualités précieuses, alimentent un grand nombre de foires, sont l'objet d'une industrie considérable, font vivre nos montagnes et sont une source de trésor pour l'agriculture et le département.” (AD 09-7 P 95; les tampons des Mairies du canton et les signatures des Maires paraphent la missive adressée au Préfet)

C'est exact, et depuis longtemps.

Lors de la grande épizootie des années 1774-1776 qui, en de nombreuses provinces de France, décima le cheptel bovin, tous les échelons administratifs du royaume eurent mission de mettre en place des cordons sanitaires veillés nuit et jour par la troupe, afin que la mal n'atteignît point les zones préservées. En janvier 1775, le subdélégué chargé de veiller au grain entre Roussillon et Pays de Foix s'inquiète: *“le bruit /s'est/ répandu que l'Epizootie gaignoit tout le Haut Languedoc et s'aprochoit de Carcassonne, d'où elle menaçoit le Donnezan et le Roussillon.”*

La parade tarde à venir, pour des raisons basement financières: qui va payer, assurer la subsistance des troupes sanitaires, ces casques bleus des vaches? Proche de Carcassonne, c'est encore loin du Donnezan, mais l'urgence, en décembre, doit devenir poignante puisque le subdélégué écrit à l'Intendant de Roussillon une lettre certes très diplomatique mais où on le sent agacé: *“Mais, Monseigneur, le defaut de subsistance pour ces troupes pourra porter obstacles a toutes ces sages precautions si les ordres que vous m'avez fait lhonneur de mannoncer tardent a venir et il seroit bien malheureux pour les provinces devastées par ce fleau que le defaut de subsistance forçat dabandonner un pays montagneux quil est du plus grand interest de conserver si on le peut.”* (Courrier du 4 décembre 1775-A.D.32; C 21 pour les deux références).

Ce rôle de pays naisseur sur qui l'on comptait en 1775 pour repeupler les plaines dévastées par l'épizootie, le Donnezan le jouait encore, quarante ans plus tard, dans des circonstances plus sereines: en 1819, les membres de la Commission d'agriculture de Pamiers, dans la plaine de l'Ariège, au nord-ouest du Donnezan, écrivent au Préfet:

“Les bêtes à grosse corne dont se sert l'arrondissement sont de trois espèces connues sous les noms de boeufs de Quérigut ou Donnezan, de Tarascon et de St.Girons. Ces deux dernières /.../ prospèrent moins que les boeufs des montagnes du Donnezan qui, nourris dans des pâturages maigres, s'acclimatent plus facilement dans un pays où le défaut de fourrage nous oblige à nourrir nos boeufs avec de la paille, des somités de maïs et une petite quantité de fourrages artificiels.” (A.D. 09, série 12 M97)

Quérigut en Donnezan avait donc bien raison de réclamer, en 1843, sa liberté de pâturage. Dans ce système où était fondamental l'adaptation des bêtes à des terroirs complémentaires, son rôle était tout

aussi essentielle pour les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Ariège, le Tarn et la Haute-Garonne, que pour le Maire de Vic les vaches des Basses-Pyrénées. Le canton servait ainsi l'intérêt général dans un réseau d'échanges qui, rapporté aux moyens de transport du siècle, serait l'équivalent d'un réseau européen de nos jours.

«*Pâturages maigres*» écrit Pamiers à propos du Donnezan. Le Maire de Vic aurait trouvé là aussi un cheptel bien adapté à «*l'aridité de /son/ terroir*».

Un mot résume ce système chez Bélèze en 1859 (*racés étrangères, plus difficiles à acclimater*) comme dans la dernière citation (*s'acclimatent plus facilement*): *acclimater*, comme *ménager*, exprime une pratique où l'on ne cherche pas à tout transformer, homogénéiser, mais où l'on a appris -c'est cela une culture- à jouer et se jouer de ce que la nature permet.

De la pertinence de ces systèmes agraires, Lavoisier, le plus connu des inventeurs de la chimie moderne, est un témoin très rarement cité alors qu'il les envisage avec la même rigueur méthodique, objective, qu'il met en œuvre dans son laboratoire. En cela, c'est un témoin à prendre au sérieux. Il fut aussi un agronome chargé de missions d'étude sur l'agriculture de la France. En 1788, parurent ses «*Mémoires présentés à l'Assemblée de l'Orléanais*». C'est à propos d'un secteur de cette province, lui aussi à *sol pauvre, aride, maigre*, qu'il analyse:

«*quoique la Sologne soit une province peu fertile, elle n'est pas dénuée de tous avantages; /../ à défaut de ressources du côté du sol, elle en a trouvé dans l'éducation et dans l'entretien des bestiaux; il faut bien se garder de vouloir contredire cette indication de la nature, et de chercher à y introduire un genre de culture qui serait moins bien adapté à la localité. Un des premiers moyens d'accroître sa prospérité serait d'en augmenter les pâturages. Nous vous proposons, pour remplir cet objet, d'engager la Société d'agriculture de cette ville à faire des recherches sur les plantes qui croissent le plus facilement en Sologne, qui y donnent une végétation plus abondante et qui réunissent à ces qualités celle d'être propres à la nourriture des bestiaux. La Société d'agriculture de Rennes s'est déjà occupée d'un semblable travail pour la Bretagne; la quantité des plantes propres à la nourriture des bestiaux et qui croissent naturellement dans les campagnes s'est trouvée beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait cru jusqu'alors.*»

<http://histsciences.univ-parisi.fr/i-corpust/lavoisier/page-detail.php?page debut=&pageNumber=267&bookId=327>

Propos étonnamment actuel, celui d'une agriculture que l'on pourrait dire *biologique*, si ce mot, inadéquat, ne désignait une pratique de laboratoire et le science afférente, et non pas une pratique agricole dans sa globalité. Agriculture respectueuse des milieux, en symbiose avec eux.

Pour qui sait voir, observer, faire avec, il n'y a pas ici non plus de *handicap naturel*, dit le chimiste. Bretagne, Sologne deux zones alors considérées comme répulsives, y perdent même ce stigmat *sol pauvre*, pour devenir un jardin où croissent en abondance les plantes fourragères, et l'on sait aujourd'hui comment le pâturage extensif et certaines formes de fenaison favorisent cette richesse de la flore (voir par exemple, pour la Suisse, «*Une agriculture variée favorise la biodiversité*», compte rendu de travaux du *Programme national de recherche 48 Paysages et habitats de l'arc alpin*, <http://www.pnr48.ch/actualites/pk/05092005.html>)

Il faut bien se garder de vouloir contredire cette indication de la nature, nous allons à présent retrouver cette idée à propos des ovins dans les Pyrénées. Histoire longue, complexe, dont je ne retiendrai qu'un bref épisode, mais caractéristique des enjeux qui se radicalisent sur la chaîne dans la seconde moitié du XIX^e. Ils

apparaissent en fait bien plus tôt, autour du problème des laines, mais comme pour les bovins, ce siècle et le suivant leur donneront une plus vaste ampleur.

En 1857, il ne s'agissait pas encore de molécules, ADN, protéines, clonage, mais de brebis, béliers, races locales adaptées ou races anglaises importées. Certains notables-agronomes, gros propriétaires de plaine ou de piémont, et qui estivaient leurs troupeaux dans la Haute-Ariège, croyaient alors, déjà, pouvoir s'affranchir, grâce aux nouveaux savoirs de leur époque, des particularités propres à la montagne. Ils voulaient se passer de ces bêtes à laine qu'ils allaient par en haut acheter en fonction des caractéristiques de leur propre terroir par en bas: même recherche de complémentarité que celle des réseaux bovins.

Entre les races anglaises qu'ils importèrent, et les races autochtones, ces notables-agronomes de 1857 firent alors des croisements qu'ils espéraient ensuite reproduire. Sur leurs propres terroirs, nouveaux engrais, nouvelles cultures permettaient de commencer à envisager de nouvelles façons de produire. L'été venu, ils passèrent ces métis en montagne, pour profiter des pâturages gracieusement offerts par *la nature* des lieux. Ils voulaient tout avoir: les nouveaux avantages d'en bas, mais aussi ceux d'en haut, *d'abondants pâturages* comme disait, quarante ans plus tôt, un rapport au Préfet de l'Ariège:

«A quels excès, pour ainsi dire, qu'on ait porté depuis quelques années les défrichements; quoique par un travail opiniâtre, on force les rochers à être fertiles en y transportant, à dos d'homme, de la terre et des engrais; il n'en est pas moins vrai que, dans ces deux arrondissements /Ceux de montagne, Foix, St. Girons. Le troisième, Pamiers, était tout en plaine ou coteaux/, on ne récoltera pas assez de grain pour nourrir leurs habitants pendant six mois de l'année. Mais la providence n'a pas laissé sans quelque compensation la stérilité de ce pays: elle y a naturalisé l'éducation et le commerce de toute espèce de bétail, par les abondants pâturages qu'offrent, jusque dans leurs vastes sommets, à travers les broussailles et les bois, les montagnes qui nous entourent. C'est dans le produit de cette branche d'industrie que les habitants peuvent trouver le dédommagement du peu d'étendue des terres labourables et de l'insuffisance des récoltes.» (Rapport de 1819 - A.D.09, 12 M 97)

Quelques unes des bêtes-métis dépérissent, toutes les autres crevèrent. Un de leurs collègues pourtant, M. Lafosse, les avait prévenus:

“Attention de ne pas assimiler les êtres animés aux machines industrielles sans tenir compte des lois qui régissent les uns et les autres. Le danger est certain pour ceux qui tentent de transformer les races locales par du sang étranger.”

M.Mercadier, lui, avait observé en détail, testé sur ses propres terres, il en avait conclu, la même année, 1857:

“Combien sont fructueux les croisements entre races du pays. /Il avait/ comparé les gains de poids pour les diverses races /et s'était rendu compte/ que notre race ovine qui est acclimatée et parfaitement appropriée à nos contrées montagneuses, s'améliore convenablement par elle-même, et ne pourrait que dégénérer par son croisement.” (AD09 - Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Ariège, tome 12 et suivants)

En 1975, dans un article qu'il faut appeler précurseur, J.P. Faure soulignait ainsi cette évolution parallèle en génétique comme dans l'élevage, qui conduisit aux machines industrielles à quatre pattes, elle est une forme de réductionnisme on le sait:

«La science acceptait, avec la génétique, une technique vieille comme le monde dont les sociétés humaines avaient fait l'expérience sur elles-mêmes en prônant le noblesse. Le choix des reproducteurs, le choix des semences devenaient les facteurs essentiels de l'élevage et de l'agriculture. Les précisions qu'apportaient Mendel, qui confirmaient les présences des sélectionneurs, devinrent le bréviaire de leur art. Il y eut bien quelques hésitations devant la simplification: «un gène/un caractère» /...etc.../» (in *La Pensée, Revue du rationalisme* /.../, août 1975, p. 86)

Abstraction identique chez nos sélectionneurs anglo-manes qui pensaient déjà pouvoir simplifier, s'extraire du milieu pour créer LA bête modèle comme d'autres aujourd'hui le tentent en leurs laboratoires par des méthodes plus complexes, moins lisibles à tout un chacun, sans tenir davantage aucun compte des différences de milieu, ni de la variété entre les races et à l'intérieur de chacune d'elles.

Comme tous les documents anciens que nous avons cités, le rapport adressé au Préfet de l'Ariège en 1819 emploie un vocabulaire où l'on reconnaît aujourd'hui nos centres d'intérêt, même si ces derniers se disent en une langue qui est (ou se veut!) scientifique. Le mot *naturalisé* y est remarquable: ce bétail n'est pas *naturel*, mais il l'est devenu par l'action de l'intelligence humaine qui l'a ainsi sélectionné. L'homme a donc, ce faisant, enrichi la nature en même temps qu'il répondait à ses propres besoins. C'est aussi une conception philosophique de l'homme et de la nature que met en scène ce banal rapport très administratif.

Toutes ces citations (elles ne sont que l'écume d'un vaste corpus) développent la même idée. Elles le font dans des contextes historiques, économiques, sociologiques, scientifiques très différents des nôtres, du moins en ce qui concerne les sociétés occidentales dites développées, ailleurs c'est au contraire très proche. En Afrique notamment, où l'on retrouve autour des races *locales* ou bien *améliorées* ou encore *étrangères, importées*, les mêmes enjeux qui voyaient s'opposer Messieurs Laffosse et Mercadier à leurs anglophiles voisins.

(Voir entre autres, «*Livestock report*» - FAO, Rome, 2006; notamment le chapitre «*Animal genetic resources - time to worry?*» = *Ressources génétiques animales – le moment de s'inquiéter?*)

Rapport téléchargeable à partir de: <http://www.fao.org/docrep/009/a0255e/a0255e00.htm>)

- Bêtes et pratiques d'élevage adaptées à des milieux où plus rien n'est vraiment *naturel* au sens de sauvage, primitif, mais où l'homme a su *naturaliser* la nature sans vraiment la forcer, le contraire d'un viol,
- réseaux qui jouaient de façon complémentaire avec les facteurs limitants propres à chaque milieu, autant de pratiques à repenser aujourd'hui, avec des outils techniques et intellectuels modernes, dans notre recherche d'une agriculture plus diversifiée dans ses moyens et ses procédures, plus en phase avec les milieux différents où elle s'exerce. Agriculture qui n'exclurait personne puisque chacun aurait besoin de l'autre dans un rapport de complémentarité et non de concurrence. Pas **un** centre et des marges qui survivent comme elles peuvent, mais **des** centres qui plus ou moins se croisent et s'associent.



Je l'indiquais en introduction, la réflexion sur ces systèmes agraires que l'histoire a marginalisés, rejoint les préoccupations aussi bien de la FAO que de l'Europe, pour la montagne spécifiquement, mais aussi dans la recherche globale d'alternatives à des modes de productions trop univoques. Il serait trop long

de montrer ici comment cette marginalisation, notamment dans les 50 dernières années, ne s'explique pas par le fait que ces systèmes auraient alors atteint un maximum, qu'ils étaient en eux-mêmes, dans leur propre logique, incapables d'évoluer. Simplement, les voix des Olivier de Serres, du Maire de Vic, des Laffosse, Mercadier – tous des élites en leur temps – sont devenues rares, inaudibles dans un orchestre où d'autres instruments dominaient, pour une autre partition. Musique intéressante, j'y insiste contre les caricatures actuelles, mais devenue peut-être un peu trop monocorde et pesante ...

Il paraît alors inquiétant, dans les débats actuels autour de la montagne -ils concernent aussi on le sait son ensauvagement par les grands prédateurs- que l'on fasse aussi peu référence à un document essentiel par lequel la France s'est engagée, dans la droite ligne des réflexions que la FAO conduit au niveau planétaire. Il s'agit de la «*Charte du Bureau des Ressources Génétiques /BRG/*», dont ministère de l'Agriculture et de l'Environnement entre autres, furent co-signataires en 1998, citons :

- page 18: «*Aujourd'hui, la Politique Agricole Commune (PAC) tend à orienter les systèmes européens de production vers une agriculture plus diversifiée et plus extensive. La rusticité de certaines races traditionnelles d'animaux constitue un caractère intéressant pour suivre ces nouvelles orientations qui suscitent, par ailleurs, l'intérêt du milieu associatif et des collectivités territoriales. Or, plusieurs de ces races traditionnelles sont très fragilisées du double fait d'une forte concentration des efforts de sélection sur quelques races répondant aux critères économiques actuels et d'une méconnaissance de leurs capacités réelles.*»

- page 64: «*la gestion et l'exploitation raisonnées des ressources génétiques dans leur milieu naturel imposent bien souvent de dépasser le seul cadre de l'espèce et de prendre en compte le contexte intra- et interspécifique au sein de systèmes, écologiques ou agronomiques. Cette remarque pourrait s'étendre aux ressources gérées dans leur milieu traditionnel de culture ou d'élevage qui, de fait, constituent la base génétique du champ couvert par l'agrobiodiversité.*»

(la charte est téléchargeable à partir de :

http://www.brg.prd.fr/brg/pages/les_rg_en_france/la_charte_nationale.php)

Comme par le passé, l'avenir des montagnes doit rester basé sur ce qui les a *naturalisées* pour en faire ces sites que nous aimons: l'élevage extensif et le pastoralisme. Et ce mot *naturalisé* est en fait synonyme de *humanisé* comme le suggérait le petit rapport de 1819. Mais l'on découvre aujourd'hui, que cette activité est essentielle à deux niveaux qui n'apparaissent pas aussi fortement il y a peu encore :

- en elle-même, comme alternative et complémentarité à des modes d'élevage intensifs et industriels qui, s'ils ont aussi leur efficacité, entraînent sur les milieux des conséquences négatives que l'on cherche aujourd'hui à réduire le plus possible dans le cadre du développement durable.

- par ses conséquences positives sur la biodiversité des écosystèmes de montagne, et tout ce que le pastoralisme apporte aux autres usagers que sont touristes, randonneurs, urbains en général: notamment maintenir ouverts, accessibles, accueillants, des milieux qui, sans cela, deviendraient impénétrables, des déserts d'hommes. Ce sont les *externalités positives*.

Dans les mots, la conjonction de ces deux axes est devenu un lieu commun aussi bien au niveau mondial que pour l'Europe. La première, l'élevage extensif, conditionne la seconde, les externalités positives. Elle repose sur deux piliers:

- le maintien et parfois la relance de races d'élevage autochtones, adaptées au milieu à la fois naturel et technique dans lequel ces races ont été sélectionnées pour leur adaptabilité à ce milieu. Production plus économe en intrants dont le production nécessite irrigation, pesticides, etc ..., moins productrice de ces extrants qui posent problèmes dans les élevages industriels, l'un et l'autre «*externalités négatives*»;

- le maintien et parfois la relance des modes de conduite du bétail et d'utilisation du milieu qui conditionnent l'existence de ces races, ou d'autres, d'origine extérieure, mais adaptées à ce milieu et ces façons d'élevage (Race bovine limousine dans les Pyrénées, Simmental en Aubrac par exemple). On sait aujourd'hui comment ces façons ont joué un rôle essentiel dans la constitution de la biodiversité pyrénéenne qui n'est pas naturelle stricto sensu, mais le produit de l'interaction homme/potentialités naturelle, à l'œuvre depuis le néolithique.

Extensifs, basés sur des modes non pas de garde systématique, mais de surveillance de troupeaux menés en petits groupes (pour les ovins, les «*escabots*»), ces modes de conduite sont un élément essentiel de la conservation *in situ* des races locales que la France, avec la Charte du BRG, s'est donc engagée à maintenir et relancer dans ce cadre technique traditionnel. C'est lui que revendiquaient déjà au XIX^e les éleveurs du Donnezan comme le faisaient alors toutes les communes des Pyrénées: préserver des façons de tenir les troupeaux en semi-liberté, refuser le regroupement en estives que cherchait alors à leur imposer le Code Forestier. En 1853, le Maire de Bagnères de Bigorre protestait, lui, en écrivant: «*leur application peut être bonne dans la plaine, mais dans nos pays de montagne elle est impossible.*» (AD65-7M122)

Que, dans ce contexte d'élevage rustique, en semi-liberté, les races autochtones puissent être aussi économiquement viables, on en trouve la preuve dans un très officiel Rapport Public de 1996, rédigé à la demande du Ministère de l'Agriculture et de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture: «*Eléments pour un bilan de la Politique de la Montagne*». Les rédacteurs semblent même s'étonner de découvrir que les produits spécifiques à la montagne, à ses races, à ses modes d'élevage, puissent, économiquement, soutenir la concurrence avec ceux des plaines fonctionnant dans de tout autres contextes:

*«selon des travaux de recherche effectués dans le Limousin, les résultats zootechniques de systèmes d'élevage comparables (naisseurs) ne seraient pas particulièrement inférieurs en zone de montagne, du moins dans les zones humides. Ainsi, malgré les contraintes d'une longue stabulation hivernale et la relative sous-alimentation correspondante, qui peuvent de plus perturber les vêlages et aggraver la mortalité des veaux, les résultats de reproduction et de gains journaliers de poids ne sont pas forcément inférieurs. **La rusticité des races locales et leur adaptation aux conditions montagnardes en est sans doute un important élément d'explication.**»*

(voir: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/984000885/index.shtml>)